



Vive le PCF (mlm) !

La guérilla urbaine témoin de l'irruption de l'informatique

Révolution, contre-révolution : système contre système ?

« Engels dit explicitement : « avec chaque découverte qui fait époque dans le domaine des sciences naturelles » (à plus forte raison dans l'histoire de l'humanité) « le matérialisme doit modifier sa forme » (Ludwig Feuerbach, p. 19, édit. allemande).

Ainsi, la révision de la « forme » du matérialisme d'Engels, la révision de ses principes de philosophie naturelle, n'a rien de « révisionniste » au sens consacré du mot ; le marxisme l'exige au contraire. » (Lénine, Matérialisme et empirio-criticisme)

La révolution consiste-t-elle en un affrontement entre la révolution et la contre-révolution ?

Si la réponse est oui, alors cela implique que cet affrontement est toujours en mouvement, qu'il faut redéfinir les termes de l'affrontement du côté des révolutionnaires. Si ce n'est pas le cas, alors le panorama est fixé, il est statique.

Si la réponse est oui, alors les plans de cet affrontement sont très nombreux, n'importe quel aspect social pouvant être un vecteur, à un moment donné, de celui-ci. Si ce n'est pas le cas, alors il n'y a qu'un seul terrain à l'affrontement.

On aura reconnu les deux positions possibles. La première est la lecture maoïste, apparue dans les années 1960 notamment avec la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Les interactions au sein de la société sont désormais considérées avec attention, l'affrontement révolution/contre-révolution est en mouvement, tout comme en Chine populaire l'affrontement entre la restauration du capitalisme et la contre-restauration visant à maintenir le socialisme.

La seconde est la lecture traditionnelle, de type « marxiste-léniniste », anarchiste, etc. c'est-à-dire en définitive syndicaliste révolutionnaire.

Dans le premier cas, la contre-révolution cherche par définition à neutraliser les antagonismes, à recomposer le capitalisme pour assécher les terrains de contestation, à empêcher autant que possible ce qui pourrait provoquer des frictions.

Dans le second cas, la contre-révolution n'existe qu'en tant que réponse mécanique à la contestation. Elle n'est pas l'enjeu de toute une époque. Il suffirait de pousser les revendications et la lutte des classes triompherait mécaniquement.

Dans le premier cas, il est très difficile de peser dans l'affrontement entre révolution et contre-révolution. Il faut bien cerner la situation, déterminer ce qui est favorable à la révolution et former un nouvel espace.

Dans le second cas, il suffit d'intervenir de manière même réformiste pour exister et avoir un impact social et politique.

Dans le premier cas, le parcours révolutionnaire est prolongé et non-linéaire.

Dans le second cas, le parcours révolutionnaire est court et linéaire.

La question qui se pose est la suivante : l'informatique permet-elle, en tant que science, d'apporter un éclairage sur l'affrontement entre révolution et contre-révolution ?

Autrement dit, est-il possible de prendre le concept de « système d'exploitation » d'un ordinateur, et de l'appliquer à la contre-révolution ?

Un système d'exploitation est en fait une gestion d'opérations au moyen des ressources d'un ordinateur. Le système d'exploitation, qui est lui-même un programme, fait fonctionner des programmes, qui profitent du matériel afin d'utiliser des informations, de les traiter, de fournir un résultat.

On aurait alors le mode de production capitaliste comme un système, profitant du matériel qu'est la société pour faire fonctionner des programmes (la police, l'école, les syndicats, l'armée, les entreprises, les accords sociaux, etc.) en fonction d'informations.

Ces informations sont la réalité de la lutte des classes perçue à travers le brouillard bourgeois. Le résultat est le maintien du capitalisme et même son expansion.

Lorsque Maurice Thorez, dirigeant du Parti Communiste Français, met par exemple en place l'École Nationale d'Administration en 1945-1946, en tant que membre du gouvernement, il ne considère pas que son action s'insère dans un « programme » du capitalisme. Il pense que le terrain de l'affrontement révolution / contre-révolution ne se situe pas là.

Inversement, lorsque le mouvement de mai 1968 assume une dimension culturelle à son agitation, il se voit comme un programme faisant face à un système gouvernemental devant être littéralement céder la place à un autre système. D'où d'ailleurs le rejet du mouvement par le Parti Communiste Français, au motif que la question serait mal posée, le terrain erroné.

Cette question a été, sur le plan conceptuel, posé par les guérillas urbaines en Europe occidentale qui ont justement suivi mai 1968.

Systeme, programme, contre-programme

Si l'on regarde l'Histoire avec attention, on peut s'apercevoir de quatre choses qui, si on les relie, permettent d'avoir un regard matérialiste historique extrêmement lourd de sens et de signification.

Ces quatre choses sont les suivantes :

- les guérillas urbaines se forment en Europe occidentale au moment de l'émergence de

l'informatique ;

- l'informatique est un thème récurrent dans leur vision du monde ;
- elles conçoivent le capitalisme comme un « système » et les gens encadrés par un programme ;
- elles conçoivent leurs interventions comme une réécriture du programme.

Les guérillas urbaines d'Europe occidentale ont la démarche suivante. Elles considèrent que le capitalisme s'est généralisé et qu'il forme un système complet. Partant de là, tout est verrouillé. L'intervention armée a une dimension qualitative qui permet de faire sauter un verrou.

Il s'agit alors soit de faire sauter le plus de verrous possibles, soit au contraire de cibler particulièrement un verrou par étape, dans les deux cas afin d'établir un contre-système. Ce contre-système est alors censé se systématiser, dans une révolution ayant un caractère prolongé.

La question qui se pose est alors la suivante : les guérillas urbaines reflètent-elles un moment particulier de la prise de conscience historique de la nature « systémique » du capitalisme ?

Cela dépasse largement leurs propres définitions. La question est en effet de savoir dans quelle mesure, dans leur nature même, elles sont le reflet d'une saisie à la fois du capitalisme avancé et d'une lecture « informatique » de la réalité.

Il va de soi qu'il y a ici une double contradiction. Tout d'abord, les guérillas urbaines n'ont pas forcément eu conscience de leur lecture « programmatique » et moins elles en ont eu conscience, plus il devait y avoir de distorsions dans la compréhension de leur propre démarche.

Ensuite, il est le propre du gauchisme de raisonner de manière unilatérale et donc en termes de « système ». Il va y avoir nécessairement un parasitage d'ultra-gauche qui risque par conséquent de masquer la dimension informatique.

En quoi consiste cette dimension informatique ?

Le terme d'informatique vient de celui d'information. Il s'agit du principe d'automatiser des informations au moyen de programmes fonctionnant au sein d'un système, afin de mettre en branle des activités.

Autrement dit, on a un système autonome capable, au moyen de programmes, d'acquérir des informations et d'agir alors en fonction d'une certaine manière.

Dans une telle perspective, il n'y a pas de marge de manœuvre pour que le système agisse différemment et le programme traite les informations inévitablement de la même manière. C'est un système figé.

Les guérillas urbaines d'Europe occidentale considèrent le capitalisme comme un tel système. Elles reprochent aux Partis « Communistes » ayant dévié dans le révisionnisme, mais également aux « marxistes-léninistes » cherchant à en revenir aux Partis Communistes tels qu'ils avaient été avant la déviation, d'avoir totalement raté la « mise à jour » du capitalisme.

En clair, ils se tromperaient d'époque et leurs efforts seraient vains. Par contre, à ce niveau, les guérillas urbaines d'Europe occidentale ne cherchèrent pas à effectuer une « mise à jour » de la

vision communiste du monde. Elles considéraient qu'il fallait entièrement refonder le logiciel révolutionnaire.

Ou, dit plus simplement, elles considéraient que face au système capitaliste et à son programme, il fallait un contre-programme, pas un contre-système. Elles ne parvinrent jamais à établir une vision du monde « informatique » - elles en restèrent à la guérilla comme contre-programme.

L'informatique vue négativement

Pour les guérillas urbaines, l'informatique est un thème récurrent. Mais cela ne veut nullement dire qu'il y ait une réflexion sur la nature de cette technologie en tant que développement de la pensée humaine. L'informatique n'est jamais abordée que de deux manières, toutes deux négatives : comme support aux armées impérialistes, comme support au contrôle des masses.

Ce n'est pas dans le discours sur l'informatique qu'il faut trouver la dimension « informatique » dans les guérillas urbaine d'Europe occidentale. Voici quelques exemples de ce discours.

« QUE TOUTES LES FORMES DE MONSTRUOSITÉ SOIENT VAINCUES !

Mercredi 24 mai 1972, deux bombes d'une charge de 200 kg de T.N.T. ont explosé au Quartier général des Forces armées américaines en Europe, situé à Heidelberg [détruisant l'ordinateur coordonnant les bombardements américains au Nord-Vietnam]. » (Fraction Armée Rouge, 1972)

« Il faut analyser une bonne fois le projet militaire qu'ont les Américains en se servant de la social-démocratie : intégration des appareils chargés de la sécurité intérieure et extérieure (c'est-à-dire intégration des appareils policiers dans la structure de l'OTAN), transformation de l'ensemble de l'appareil d'État, y compris des appareils idéologiques (écoles, médias, ensemble des administrations), en un gigantesque réseau tentaculaire de renseignements.

Un processus qui oblige tous les fonctionnaires et employés à faire des rapports au service de surveillance de la constitution [=aux services secrets]. Un seul journal en a parlé jusqu'à présent.

Voilà la stratégie au niveau des institutions de ce nouveau fascisme qui fait de la justice politique un instrument de la counter-insurgency [contre-insurrection], de la police politique.

Cependant que parallèlement on installe la machine du Conseil de Sécurité de l'État : le Bureau fédéral de la police criminelle (BKA), à l'intérieur de ce bureau le département « terrorisme » (TE), qui siège à Bonn, la police des frontières (BGS), les sections mobiles d'intervention (MEK).

On développe la police encasernée, on homogénéise les polices des Länder [=régions] sous le commandement de la BKA, on multiplie les ordonnances de police.

Et l'informatique représente encore un saut qualitatif : le fichier manuel devient un ordinateur électronique, qui permet pour la première fois des techniques nouvelles de

répression empruntées au système de communication de masse et que la guerre psychologique met en application. »

(Andreas Baader et Ulrike Meinhof, document-projet pour l'intervention au procès pour l'occupation de Stockholm, 1976)

« La liquidation [des prisonniers de la RAF] a été depuis longtemps préparée dans l'opinion publique au moyen d'une information d'une campagne psychologique menée de manière précise par une information de masse offensive. »

(Brigades Rouges, La lutte ne fait que commencer, 1977).

« Enfin : frapper à tous les niveaux les analystes et les programmeurs des centres d'informations, les « techniciens clefs » dans le jargon militaire.

Bombarder à coups de bazookas les systèmes informatiques, les banques de données et les réseaux de calculateurs... qui constituent la base matérielle « technique » de l'information et du contrôle total.

Quand c'est possible, infiltrer des taupes rouges parmi le personnel spécialisé.

S'il est vrai que l'informatique ne peut pas atteindre les objectifs « impensables » que la bourgeoisie impérialiste affamée et excitée s'assigne (c'est politiquement impossible, en plus que techniquement, sans compter que la « réduction mathématique » du réel que cela comporte amène dans un cul-de-sac le système en entier), il est vrai aussi que cela constitue un puissant instrument de guerre pour ses performances immédiatement répressives. » (Brigades Rouges: Les vingt thèses finales, 1980)

« Nous avons attaqué cette nuit le centre informatique de la base des forces navales à Washington. Simulation de batailles navales, entraînement à la mort programmée de millions d'êtres humains pour protéger les intérêts de la classe dirigeante US. Ces ordinateurs sont une composante de la technologie de mort que le gouvernement US utilise afin d'écraser les combats des peuples qui luttent -pour une libération nationale, pour le Socialisme et pour la Paix. » (Armed Resistance Unit, 1983)

« Cette nuit, des unités de l'United Freedom Front ont attaqué les bureaux et installations de la Motorola Corporation dans le quartier de Queens de la ville de New-York (...). Bien que la réputation publique de Motorola comme marchand de mort ne soit pas aussi évidente qu'elle ne l'est pour d'autres corporations tel Honeywell, elle a pour le moins un long passé sanglant de production de guerre. » (United Freedom Front, 1984)

« Nos dernières attaques à la bombe étaient dirigées contre Siemens et la compagnie informatique Nixdorf. Ils promeuvent le développement d'une nouvelle technologie de domination pour créer des possibilités encore plus sophistiquées de guerre de production et de contre-révolution.

Ils servent aussi à remodeler les conditions de travail, en particulier sur le dos des femmes du monde entier. La technologie de ces compagnies exploite les femmes ici en les faisant travailler isolées les unes des autres dans des boulots à temps partiel, sans

sécurité sociale. » (Rote Zora, Interview, 1984)

« L'attaque du QG d'HONEYWELL EUROPE, sis à côté de l'immeuble HONEYWELL SA qui limite ses activités à la Belgique, a été réalisée au moyen d'une forte charge que notre Cellule y a placée malgré le dispositif policier et les mesures de sécurité prises par HONEYWELL (caméras, vigiles, etc.).

Cette action s'inscrit exactement dans l'esprit de la « Campagne anti-impérialiste d'octobre » que nous avons débutée le 2 de ce mois, car en effet le trust HONEYWELL, multinationale bien connue de l'électronique et de l'informatique, collabore activement au programme de construction des missiles Cruise en fournissant, entre autres, l'électronique du système de direction.

Honeywell, c'est aussi le principal fournisseur dans la fabrication des missiles intercontinentaux de type « MX Peacekeeper », le fabricant des systèmes de navigation du bombardier géant B-52 (actuellement équipé de la version air-sol des missiles Cruise-type AGM86), et le producteur d'une gamme d'armements allant des torpilles aux radars, des ordinateurs militaires aux bombes à fragmentations ce qui place HONEYWELL parmi les 20 principaux collaborateurs militaires des USA.

Et comme nous avons un peu de mémoire, nous rappellerons que c'est HONEYWELL qui avait fabriqué l'ordinateur qui coordonnait les bombardements massifs de 1972 sur le Nord Vietnam, et que la FRACTION ARMÉE ROUGE — Commando du 15 juillet — a détruit lors de son attaque contre le QG de l'armée américaine en Europe, Heidelberg.

Le nouveau coup porté ce matin contre HONEYWELL permet maintenant d'exprimer un point de vue que nous n'avions pas encore soulevé et qui est essentiel. Voici quelques faits :

— Le 14 octobre 1982, le groupe révolutionnaire « DIRECT ACTION » a attaqué à la bombe (un camion piégé de 200 kg d'explosifs) la compagnie industrielle LITTON SYSTEM CANADA LTD, à l'endroit même où sont fabriqués les systèmes de guidage des Cruise, causant ainsi des dégâts très importants.

— Le 23 juin 1983, à Düsseldorf, LITTON BUSINESS SYSTEM a été attaqué par des révolutionnaires qui y ont placé une bombe incendiaire.

— Le 19 septembre 1983, les CELLULES RÉVOLUTIONNAIRES ont fait sauter le centre informatique de l'usine MAN de Mayence (RFA) où sont fabriqués les châssis des véhicules porteurs et lanceurs des missiles Pershing.

— Le 20 novembre 1983, c'est HONEYWELL BULL à Düsseldorf qui est à son tour attaqué par les CELLULES RÉVOLUTIONNAIRES.

— Le 14 décembre 1983, une Unité de l'UNITED FREEDOM FRONT a attaqué, également à l'explosif, les bureaux et les installations d'HONEYWELL à New York. » (Cellules Communistes Combattantes, 1984)

Le programme – mode de vie comme contre-stratégie qui n'est pas une vision du monde

L'informatique est vue négativement par les guérillas urbaines d'Europe occidentale, puisqu'elle est un support à la répression et aux armées.

Mais ce n'est pas le seul problème concernant la compréhension du rapport des guérillas urbaines à la question de l'informatique. Car toutes ces guérillas urbaines ne relèvent justement pas d'une lecture « informatique » du monde.

Certaines virent en effet leur démarche comme une « méthode » révolutionnaire. Ce faisant, elles en restèrent à une conception « marxiste-léniniste » où des actions étaient comprises de manière pragmatique et certainement pas de manière programmatique.

Cela se lit dans la présentation des guérillas urbaines. La seconde tendance des Brigades Rouges avec l'Union des Communistes Combattants, le PCE(r) et les structures du même type ont insisté sur le fait d'avoir un manifeste, un programme. Cela n'est pas du tout le cas des organisations de type « informatique » qui se voyaient comme en mouvement.

Les Brigades Rouges pour le Parti Communiste Combattant se sont toujours définies comme un « Parti pour le Parti ». Elles ont toujours insisté sur le fait d'avoir une matrice – c'est-à-dire un système d'exploitation, en informatique – et d'agir en fonction des informations de la situation au moyen d'interventions armées (c'est-à-dire de programmes informatiques définis selon les besoins).

C'est une lecture « informatique » au sens strict, avec un système général, consistant en la vision du monde brigadiste, procédant à des requêtes dans le prolétariat afin de le recomposer, au moyen d'actions armées définies par des informations sur la situation concrète.

Simonetta Giorgeri, lors de son procès à Gênes en 1990, présente de la manière suivante cette opposition entre un fond qui ne change pas, tel un système d'exploitation, et une adaptation programmatique.

« La matrice stratégique étant immuable, la position tactique est fonction de chaque phase du processus révolutionnaire afin de répondre aux finalités de chacune de ces phases, et elle influe sur la disposition tactique des forces en présence qui, de toute façon, a toujours un caractère dynamique en regard des caractéristiques politiques de l'affrontement. »

Le document unitaire Fraction Armée Rouge - Brigades Rouges pour le Parti Communiste Combattant, de 1988, a la même lecture « mouvementiste », c'est-à-dire « informatique » avec l'insistance sur le fait de faire fonctionner un programme, ou plutôt un contre-programme, le communiqué définissant les actions par la négative (contre les politiques économiques, contre la formation de l'Union Européenne, etc.).

« Les différences historiques dans le développement et la définition politique de chaque organisation, les différences (secondaires) dans l'analyse, etc., ne peuvent et ne doivent pas être un obstacle à l'unification nécessaire des multiples luttes et activités anti-

impérialistes dans une attaque consciente et ciblée contre la puissance de l'impérialisme.

Il ne s'agit pas d'une fusion de chaque organisation en une seule; le front se développe en Europe de l'Ouest dans un processus de reconnaissance direct et organisé, sur la base de l'offensive pratique, dans la mesure où les prochains moments rendent mûrs l'unité entre tes forces combattantes.

L'organisation du front révolutionnaire combattant signifie l'organisation de l'offensive.

Il ne s'agit ni d'une catégorie idéologique ni d'un modèle de révolution.

Il s'agit au contraire du développement de la force politique et pratique qui combat la puissance de l'impérialisme de manière adéquate, qui approfondit la rupture dans la métropole impérialiste et en arrive au saut qualitatif de la lutte prolétarienne. »

La Fraction Armée Rouge en Allemagne de l'Ouest et à Berlin-Ouest ne se voyait d'ailleurs pas comme une organisation. Elle n'a jamais répondu aux innombrables questions idéologiques qui lui ont été posé publiquement par d'autres organisations. Ce n'est pas qu'elle le voulait pas, mais qu'elle ne le pouvait pas.

La matrice de la Fraction Armée Rouge était celle d'un collectif où les gens qui le rejoignent se considèrent comme subjectivement « déterminés ». Rejoindre la Fraction Armée Rouge n'était pas vu comme un « choix » mais comme une sorte de conclusion absolument logique et implacable. La Fraction Armée Rouge était le contre-programme et si subjectivement on se considérait comme contre-programme, alors on en était.

Cette conception a été élargie en 1982 dans le document *Guérilla, Résistance et Front Anti-impérialiste*. La compréhension de soi-même comme contre-programme est entièrement assumée et élargie à une « Résistance » (en pratique la scène autonome et anti-impérialiste).

« La situation objective qui se réduit simplement à la question de la survie de la guérilla, est devenue subjectivement pour tous ceux qui n'ont plus de perspective ici, le moment de l'expérience existentielle: à savoir que la disparition de la guérilla entraînerait celle de leurs espoirs et conceptions d'une autre vie.

Que l'espoir n'existe que tant que dure la lutte. Qu'ils veulent la guérilla et en ont besoin, que notre échec est le leur.

Cette nouvelle expérience de la nécessité de la guérilla facilite le saut vers une nouvelle conscience : lorsque la lutte de la guérilla est conçue par chacun comme sa propre lutte, la réaliser ne peut signifier que se placer - peu importe à quel niveau - politiquement et pratiquement dans le contexte de la stratégie de la guérilla.

Le saut qualitatif est le moment intérieur, vivant, incarné dans des personnes concrètes, de la modification des conditions de la lutte ici: pour le développement du front révolutionnaire dans la métropole.

Il s'est agi pendant sept années d'apporter dans ce désert politique où tout n'est que façade, marchandise, conditionnement, mensonge et tromperie, l'esprit et la morale, la

pratique et l'orientation politique de la rupture sans retour et de la destruction du système (...).

L'impérialisme ne dispose plus d'aucune perspective productive, positive; il n'est plus que destruction. C'est là l'essentiel de l'expérience où s'enracine la nouvelle militance dans tous les domaines de la vie.

Cette expérience est vécue de façon matérielle dans la base économique de la vie, dans l'armement et la préparation de la guerre nucléaire, dans celle des conditions de vie naturelles et sociales, et à l'intérieur de l'individu lui-même, où l'aliénation et l'oppression s'expriment par une déformation massive et la destruction de toute la richesse individuelle de la pensée, de la sensibilité, de la structure de la personnalité. La plupart en perdent tout espoir.

L'impérialisme dans les centres a perfectionné et systématisé sa domination au point qu'ils ne trouvent plus la force de résister.

Taux de suicides en forte augmentation, fuite dans la maladie, l'alcool, les tranquillisants, les drogues, voilà la réaction à la réalité d'une longue histoire d'échecs, d'épreuves et de souffrances, de dépolitisation, alors que la violence extérieure n'est plus perçue comme la cause de tout cela.

Mais de cette dimension de la misère vient aussi la profondeur existentielle des luttes et la haine. Ce n'est plus l'explosion de colère, brève, spontanée.

Celle-ci s'est consumée au cours de ces années. Voilà le terrain sur lequel se développe maintenant le front révolutionnaire dans le centre. Car si le développement du système est vécu en dernière analyse comme aboutissant à la destruction et à l'extermination, la résistance, elle, porte en elle-même - consciemment ou non - l'élément qui fait qu'elle joue maintenant le tout pour le tout, et contre tout, à l'intérieur de luttes concrètes isolées, mais en les dépassant.

L'unité de la lutte révolutionnaire devient possible et nécessaire.

Voilà pour tous ceux qui veulent mener cette lutte, une ligne d'action sur laquelle la rupture avec l'état, la révolte et les combats militants peuvent converger partout en une politique - une stratégie de l'attaque contre le centre impérialiste. Ligne d'action qui, du fait de sa pratique, aboutira forcément à cette convergence.

Pendant ces deux dernières années, il y a eu une foule de tracts et d'actions ayant comme mot d'ordre « un seul front avec la raf » et nous savons que le besoin et la volonté de le réaliser traverse tous les domaines politisés (...).

FRONT signifie autre chose que d'entourer la guérilla d'une structure venant du terrain de la légalité. Nous avons dit qu'il n'y a pas de « bras légal de la raf » et qu'il ne peut pas y en avoir.

Bien sûr, nous avons des contacts avec des gens un peu partout, et c'est aussi cela la politique concrète de la guérilla - mais ce n'est qu'en tant que développement autonome et spécifique sur ce terrain et en vue de l'objectif commun, que la résistance anti-

impérialiste pourra devenir une partie du front anti-impérialiste.

Et ce n'est que par-là que la séparation sera dépassée.

Ce n'est que comme cela que la lutte sur ce terrain peut s'embraser politiquement, atteindre continuité et force - et de façon générale, autodétermination et responsabilité pleine et entière en chaque lieu du combat de la politique révolutionnaire dans le centre ouest-européen, en sont des éléments essentiels (...).

Où l'on ne conçoit pas la vie comme une étape de transition de plus, ni la victoire comme la prise du pouvoir d'état, mais comme étant un processus homogène de résistance qui est contre-pouvoir et transformation pour la libération.

La politique révolutionnaire ici est la stratégie qui conçoit l'ensemble de la résistance dans le cadre de la réalité quotidienne ici, comme processus de lutte de libération, et la comprend comme partie, secteur, et fonction des luttes mondiales dont seule l'action combinée permet d'atteindre le but.

Cette politique n'a rien à voir avec une conception du monde.

Elle n'échafaude pas un de ces modèles idéologiques qui se succèdent et dont on prétend qu'ils se réaliseront plus tard. Elle ne peut être qu'un processus réel.

Signal de l'utopie, c'est une stratégie à long terme et directe - on peut dire aussi un mode de vie - dans laquelle le but stratégique de destruction du pouvoir impérialiste est lié à une réelle transformation maintenant - le processus qui, au fur et à mesure du développement du front, détruit l'occupation du terrain politique et de l'individu par l'état - qui crée, par la production d'un contre-pouvoir, les conditions nécessaires à l'offensive politico-militaire, et qui en tant que production, développement matériel, comprend en lui le rétablissement de la pleine dimension de l'homme dans les relations des combattants.

Transformation immédiate, territoire libéré et révolution sont pleinement intégrés dans le processus de la résistance - et ce n'est qu'ainsi qu'ils trouvent leur vérité.

La stratégie révolutionnaire ici, c'est la stratégie contre leur stratégie. »

Il va de soi que questionner la « vision du monde » de la Fraction Armée Rouge, c'était passer à côté de sa matrice. Cela ne veut pas dire qu'elle n'avait pas de vision du monde, mais sa vision du monde était conçue comme insérée dans celle qui prédominait.

Il y avait un système, l'impérialisme. Celui-ci avait des programmes, telle la guerre impérialiste, l'aliénation, les restructurations, etc. Les « résistants » naissaient comme contre-programmes et cherchaient à se systématiser. Ce n'était pas une vision du monde.

La guérilla urbaine comme wargame

Le fait de ne pas voir une vision du monde n'implique pas de ne pas voir en le capitalisme un « système ». Là est le paradoxe des guérillas urbaines occidentales. D'un côté, elles se définissent

de manière « mouvementiste », se revendiquant comme existant par des actions, qui sont des programmes ou plutôt des contre-programmes.

Elles récusent d'avoir une conception dogmatique, une vision du monde entièrement cohérente.

Pourtant, en même temps, elles considèrent que leur existence même repose sur un système. Ce système consiste en l'illégalité et l'action contre le cœur de l'État, afin de désarticuler celui-ci et de recomposer le prolétariat dans une guerre de longue durée.

Ce système ne se veut pas idéologique, mais forme un « patrimoine » qui définit, de différentes manières, chaque guérilla urbaine.

Or, ce n'est pas cohérent, car on a alors un système totalement fermé, purement opératoire, coupé finalement de toute consistance idéologique. Cela revient à un « wargame », avec d'un côté l'État et le capitalisme cherchant à maintenir leurs positions, de l'autre un noyau communiste cherchant à conquérir des positions (c'est-à-dire recomposer le prolétariat).

Il n'y a alors que deux possibilités.

Soit les guérillas urbaines ont découvertes une nouvelle exigence, celle de concevoir de manière « informatique » le mode de production capitaliste, ainsi que le processus révolutionnaire. Ce faisant, elles ont raté que c'est la révolution qui forme le système, pas la contre-révolution, puisque le nouveau chasse forcément l'ancien.

Soit leur approche relève du fantasme.

Cette seconde interprétation a été contemporaine des guérillas urbaines d'Europe occidentale. Des groupes pratiquant l'illégalité et la lutte armée (au sens d'une technique utile, dans un sens pragmatique) reprochèrent aux « guérilléristes » d'avoir une lecture « mouvementiste », de se croire dans un wargame.

Cette critique est notamment exprimée en Espagne dans le document « Deux lignes » de la Commune Karl Marx des militants emprisonnés du PCE(r) et des GRAPO, qui en 1987 résume les reproches faits aux « mouvementistes ». Le document eut un écho important alors.

« Deux lignes » reproche somme toute aux guérillas urbaines « mouvementistes » d'être un « contre-programme » :

« Les « anti-impérialistes » n'ont pas de programme politique communiste, que toute leur tactique repose sur l'activité "anti-impérialiste", anti-USA, anti- OTAN (...).

Il est clair que, derrière des concepts comme la « prolétarisation militante », « l'aliénation et l'embourgeoisement des ouvriers », les « processus à la base », etc. se cache une dénaturation du marxisme (...).

Ils affirment que l'élément subjectif est l'élément essentiel et l'élément « décisif pour la lutte dans les centres impérialistes », les centres impérialistes « ne produisant spontanément - à partir des contradictions objectives et des conditions existantes... - aucune condition révolutionnaire mais seulement destruction et pourriture ».

C'est une grave erreur subjectiviste, propre au volontarisme, que d'affirmer et de maintenir ces positions car, pour que triomphe la révolution, certaines conditions révolutionnaires doivent exister et ce sont, en premier lieu, des conditions objectives (...).

Le courant « anti-impérialiste » centre fondamentalement sa lutte autour de la préparation et l'exécution d'actions armées de toutes sortes contre les installations et les intérêts de l'Alliance Atlantique et de l'OTAN.

Ces actions sont menées dans le cadre de ce qu'ils appellent «la stratégie contre leur stratégie» et «l'unité» supranationale des organisations de guérilla révolutionnaire - une interprétation fautive de l'internationalisme. »

La seconde tendance des Brigades Rouges, en 1984, fait le même reproche : il ne saurait y avoir de « contre-programme ». Leur position aboutira à leur exclusion (on parle ici de la majorité des cadres mais cependant de la minorité de la base des Brigades Rouges d'alors).

« L'application de la théorie de Mao Zedong d'une « guerre populaire prolongée » à la réalité sociale et historique dans les pays impérialistes amène selon nous inévitablement à une distorsion profonde du léninisme, jusqu'à atteindre son noyau dur.

Cela est de fait facile à montrer et notre historique l'a montré en toute clarté : même si l'on essaie le plus possible d'être de sincères marxistes-léninistes, autant qu'on veuille éviter les schématisations, si l'on veut appliquer cette théorie dans les pays du capitalisme moderne, on en arrive de manière forcée à une optique non-léniniste concernant le rapport conscience – spontanéité et la mise en pratique de la lutte politico-économique.

On en arrive à sous-estimer le rôle éducatif et politique du parti révolutionnaire et on le transforme, d'un sujet conscient de la lutte pour le pouvoir, en un simple organisateur d'une disponibilité révolutionnaire des masses considérée comme certaine (...).

S'il est juste que la lutte armée modifie le rapport de forces entre les classes, elle ne réalise cela que dans le sens communiste, parce qu'elle contribue à élever la conscience et l'organisation révolutionnaire.

Autrement considéré, le problème n'aurait que deux autres solutions et les deux ne sont pas marxistes :

1. la lutte armée modifie le rapport de force, parce qu'il améliore les conditions de vie des masses : « interprétation réformiste » ;

2. la lutte armée modifie le rapport de force, parce qu'il renforce le pouvoir des masses : cette interprétation, dans un pays comme l'Italie, où avant la conquête du pouvoir politique le vrai seul pouvoir aux mains des masses consiste en leur conscience et leur organisation révolutionnaire, sous-tend de manière inévitable à la pensée d'un « pouvoir croissant, un contre-pouvoir », un « système de pouvoir », qui n'a ici aucune base concrète à part dans le paradis hospitalier des idéologies dont nous cherchons – péniblement – à nous sortir (...).

Si, cependant, la « contre-révolution préventive » (qui n'est rien d'autre que l'expression concrète de la conscience relative, que la bourgeoisie et sa force politique organisée, l'État, ont de la lutte des classes et de ses possibles développements) est conçue comme « constante structurelle fixe » de l'action de l'État, et même comme capacité de destruction « la légitimité même de la révolution prolétarienne », et si l'action communiste en soi ouvre la « phase révolutionnaire » et commence une « guerre », qui même s'il se veut particulier a en tout cas la « particularité » de n'exister que dans la volonté subjective des combattants, alors il faut reconnaître que les camarades de la « première » position interprètent le matérialisme d'une manière – comment dire – légère, et se présentent la lutte de classe comme lutte entre des sujets entièrement conscients et l'activité communiste comme étant en mesure de « décider » comme elle l'entend du déroulement de la révolution.

Un peu comme dans les « war games » !

Bref, la vision que nous propose la « première » position sur le processus révolutionnaire est volontariste dans ses motivations, aventurière dans ses conclusions politiques et idéaliste-subjectiviste sur le plan théorique.

C'est justement la critique du subjectivisme qui est le socle pour la vision d'ensemble que la « seconde position » propose quant à notre révolution (...).

En fin de compte, la signification sur le plan du contenu de la polémique « guerre prolongée – insurrection armée » est celle d'un choc entre idéalisme et matérialisme (...).

Il ne devrait pas être difficile de remarquer qu'entre les deux positions il y a constamment une polémique quant à la question absolument importante : la fonction des avant-gardes communistes aujourd'hui est-elle « d'éduquer » les masses, d'élever leur conscience et leur organisation, ou bien est-elle autre ?

Les camarades de la « première » position se débarrassent de la question dans la mesure où ils prétendent que « il n'en va pas du problème de la transmission de la conscience des communistes aux masses dans leur ensemble, mais de la nécessité et la possibilité de l'existence d'une politique révolutionnaire en soi ».

Et pendant qu'ils présentent leurs réflexions, ils résument souvent nos positions comme ridicules, les définissant comme « dépassées », « dogmatiques », « étrangères aux expériences des Brigades Rouges », etc. »

La tentative de former une vision du monde : le Parti pour le Parti

Quelle est la conception dénoncée par la seconde position des Brigades Rouges, qui se fait exclure ? En quoi consiste le caractère « mouvementiste » des guérillas urbaines d'Europe occidentale ?

Voici comment Simonetta Giorgeri, lors de son procès à Gênes en 1990, résume cela dans le cadre d'une déclaration typique des brigadistes lors de leurs procès, consistant à récuser ceux-ci et à réaffirmer la ligne de l'organisation.

« Cette activité de formation/organisation des forces se meut parallèlement au processus de reconstruction.

Dans le milieu ouvrier et prolétarien, des conditions politiques et matérielles endommagées et dispersées par la contre-révolution, pour un équilibre politique et de forces favorable au camp prolétarien, va avoir lieu un processus qui mûrit en référence à l'initiative de la guérilla destinée à rompre les équilibres politiques généraux se formant, entre classe et État, au sein duquel se met en évidence et s'affirme la contradiction dominante en antagonisme entre la classe et l'État.

L'intervention sur ce plan, avec l'attaque au point le plus élevé de l'affrontement, pèse sur les équilibres de l'affrontement lui-même et se répercute, en conséquence, sur l'ensemble du panorama des rapports entre les classes, jusqu'au plan capital/travail, mettant en mouvement des dynamiques dans le tissu prolétarien et dans les composantes les plus matures de l'autonomie de classe en particulier, d'où il est possible de « libérer » l'énergie prolétarienne qui doit être formée, organisée et disposée de manière adéquate pour être en mesure de soutenir le niveau d'affrontement et se rendre fonctionnelle à l'approfondissement de la guerre de classe.

Reconstruction et formation/organisation constituent le rail sur lequel se concrétise la nécessaire dialectique guérilla/autonomie de classe. »

Il est évident que toute cette conception est « informatique ». Il suffit déjà de remplacer le terme « activité » et celui de « processus » par celui de programme. On a alors deux programmes :

- le programme de formation/organisation des forces ;
- le programme de reconstruction.

Il est d'ailleurs dit que ces deux « programmes » fonctionnent en parallèle. Ils fonctionnent donc en même temps. Donc ils ont besoin d'un système d'exploitation pour les exécuter, les faire tourner.

Ce système d'exploitation, c'est le capitalisme, composé :

- du « milieu ouvrier et prolétarien » ;
- des « conditions politiques et matérielles endommagées et dispersées par la contre-révolution » ;
- l'ensemble formant la contradiction entre « la classe et l'État ».

Mais ce n'est pas tout, on a un troisième « programme » fonctionnant en même temps que les deux premiers :

- « l'initiative de la guérilla destinée à rompre les équilibres politiques généraux se formant, entre classe et État ».

Ce programme consiste en l'intervention ciblée de l'avant-garde, intervention qui permet la formation de forces, la recomposition de la classe.

Deux choses découlent ainsi de cette intervention. Déjà, on a un paquet d'informations envoyés, au sens où l'intervention « pèse » et se « répercute ».

Ce paquet d'informations est envoyé :

- « dans le tissu prolétarien et dans les composantes les plus matures de l'autonomie de classe en particulier ».

Et ce paquet d'informations met en branle ce tissu prolétarien, telles des informations qui, envoyées à un programme, le font fonctionner :

- « mettant en mouvement des dynamiques dans le tissu prolétarien et dans les composantes les plus matures de l'autonomie de classe en particulier ».

Ce programme, une fois exécuté, amène un résultat :

- « d'où il est possible de « libérer » l'énergie prolétarienne qui doit être formée, organisée et disposée de manière adéquate »

De là vient l'idée de l'attaque au cœur de l'État, l'idée de taper au point le plus élevé. C'est ce qui amène le plus de répercussions. C'est là une non-généralisation du principe de programme mis en mouvement. Il n'en reste pas moins que la conception répond absolument à une lecture informatrice de la réalité.

On a d'ailleurs ici un « Parti pour le Parti », comme les Brigades Rouges pour le Parti Communiste Combattant se sont toujours définies.

La tentative de former une vision du monde : la métropole informatisée

On a également une lecture ouvertement informatrice de la réalité effectuée par le fondateur historique des Brigades Rouges, Renato Curcio, en commun avec Alberto Franceschini, un autre dirigeant historique.

Elle est toutefois totalement différente de celle de la « première position » des Brigades Rouges, c'est-à-dire la majorité de cette organisation. Ici, l'accent n'est pas mis sur la dialectique à l'œuvre entre l'organisation et la recomposition du prolétariat, mais bien au contraire sur l'impossibilité d'une telle dialectique.

Dans l'ouvrage de Renato Curcio et Alberto Franceschini écrit en 1982, « Gouttes de soleil dans la cité des spectres », il y a une tentative de présenter le capitalisme comme un système entièrement fermé œuvrant à se maintenir par une reprogrammation permanente de ses structures. C'est la « métropole informatisée ».

Le capitalisme n'est plus ici un mode de production, mais une formation sociale formant un système. Le capitalisme modifie la consommation, afin de trouver de nouveaux marchés, il façonne entièrement les consciences pour qu'elles s'orientent vers une consommation sans cesse renouvelée et élargie, et cela de manière totale et absolue.

On lit dans « Gouttes de soleil dans la cité des spectres » que :

« La soumission réelle du travail au capital n'est pas un fait défini une fois pour toutes,

mais un processus historique « qui se poursuit et se répète constamment à l'intérieur même du mode de production, dans la productivité du travail et dans le rapport entre capitalistes et ouvriers » (Marx).

Il part de la production, de la « fabrique », où est engendré « un mode de production spécifique en ce qui concerne non seulement la technologie, mais encore la nature et les conditions réelles du procès de travail ».

Il se poursuit tout au long de la chaîne production - distribution- échange - consommation, jusqu'à absorber l'entière formation économique-sociale.

Nous appelons domination réelle totale cette phase dans laquelle le capital a occupé tous les interstices de la formation sociale en les pliant à ses besoins.

Aujourd'hui, il a non seulement construit « un mode de production sui generis », mais « une formation sociale sui generis »: la métropole informatisée.

Donc métropole comme forme sociale globale et historiquement déterminée du capital au stade de sa domination réelle totale, molécule de la formation sociale impérialiste qui lui est isomorphe et en expansion-transformation continue et accélérée.

La nouvelle qualité du rapport production-consommation est un élément de caractérisation de la domination réelle totale (...).

Dans la phase de la domination réelle totale, le capital, qui a désormais occupé tout l'espace géographique (création du marché mondial), doit pour continuer à s'étendre et donc pour élargir ultérieurement le marché, révolutionnariser sans cesse la sphère de la consommation.

Comme la production, la consommation est aujourd'hui assujettie à des processus continuels de restructuration. Elle devient un élément dynamique, actif, intégré strictement et rigidement dans le procès de production-reproduction.

Dans la première phase de la domination réelle, le capital se soumet l'organisation du travail d'usine, la force de travail sociale, en les produisant en tant que ses déterminations spécifiques, visant à l'extraction de la plus-value relative; aujourd'hui, dans la domination réelle totale, il se soumet toutes les « qualités de l'homme social », en le produisant en tant qu'homme du capital rendu fonctionnel là aussi pour la réalisation de la plus-value relative.

Ce qui signifie une modification qualitative profonde, une révolution capitaliste des besoins, des goûts, de la mentalité, de la morale... en un mot, de la conscience. Et une production des appareils, des instruments nécessaires à cela.

C'est ainsi que naît une nouvelle branche de la production, « l'usine de la conscience », avec ses fonctionnaires correspondants; usine des modèles de consommation, des systèmes idéologiques, des systèmes de signes ayant pour but la réalisation-reproduction de la plus-value relative, du rapport social dominant. »

La notion de capitalisme modifiant la consommation avait déjà été présente dans les Brigades

Rouge et leur ancêtre direct – le Collectif Prolétaire Métropolitain, fondé par Renato Curcio. Ce dernier généralise toutefois ici le concept et on n'a plus un capitalisme, mais une sorte de formation sociale formant un système unifié et total.

C'est caractéristique de la lecture du capitalisme comme « forme » et plus exactement comme « forme totale » de la part de l'ultra-gauche. Afin de justifier cela, « Gouttes de soleil dans la cité des spectres » se perd d'ailleurs dans une sorte de poésie hallucinée où il est dit que c'est par le langage que le contrôle psychologique des gens se réalise.

« Repensée comme un système totalisant, différencié en sous-système ou champs fonctionnels interdépendants et dépourvus de capacité décisionnel autonome et d'autorégulation, ce qui revient à dire comme un système module-corporatif, la métropole informatisée apparaît comme une grande prison à vie, à peine plus mitigée, dans lequel chaque ensemble social, comme chaque individu, se meuvent dans les mailles différenciées d'un filet rigidement réglementés par le prescripteur.

Une prison à vie des réseaux transparents de liens informatiques et télématiques qui le surveillent sans cesse (...).

Si la contre-révolution sémiotique de la bourgeoisie impérialiste se sert de l'inhibition de réminiscence, de la destruction de mémoire, de la simulation, pour contrôler la conscience et les comportements du prolétariat métropolitain, ce dernier ne peut pas manquer à déclencher une bataille sans merci contre le caractère fétiche et aliéné de sa mémoire automatique et pour élaborer consciemment une mémoire sociale de son identité révolutionnaire.

Qu'il veut dire : libérer les petits diables emprisonnés dans les galères sémiotiques de la bourgeoisie, enfoncer toutes les portes de la communication sociale.

Et veut dire aussi: conquérir une mémoire autonome et collective de la transgression révolutionnaire comme cela a été jusqu'ici pratiqué par les mille et mille mouvements du prolétariat métropolitain.

Combattre contre fabrique bourgeoise de la mémoire écrite et audiovisuelle, contre les rapports sociaux de sa production-circulation et pour une « autre mémoire », est un problème vraiment décisif.

L'issue de la révolution sociale au cœur de la métropole dépend aussi de cette solution.

Une autre mémoire c'est la production de nouvelles possibilités et profondeur de sens des événements. C'est un se rappeler pour transformer, pas pour conserver; se rappeler pour accélérer et massifier la transition au communisme. »

Par conséquent, « Gouttes de soleil dans la cité des spectres » explique que la guerre prime sur la politique, que toute explosion sociale sous quelque forme que ce soit est révolutionnaire. La réponse pratique à cette vision du monde sera d'ailleurs un Parti Guérilla du Prolétariat Métropolitain, qui agira de manière éphémère en raison de son approche urgentiste d'une « guerre sociale totale », lecture unilatérale si elle en est.

La tentative de former une vision du monde : l'État impérialiste des multinationales comme programme à désinstaller

La conception de Renato Curcio du capitalisme comme formation sociale et non plus comme mode de production puise en fait sa racine dans une autre conception « informatique » existant au préalable.

Pendant toutes les années 1970, les Brigades Rouges vont en effet employer le concept d'État impérialiste des multinationales. Cela se fonde sur la conception comme quoi l'État a perdu tout lien avec la réalité nationale et ne présente plus qu'une forme détachée de la société, au service des multinationales.

Il faut bien entendu un « système d'exploitation » aux programmes au service des multinationales. Pour les Brigades Rouges, c'est le parti de la Démocratie Chrétienne, qui est présentée à partir du milieu des années 1970 comme le noyau dur de l'État italien.

Il faut bien saisir en quoi cette approche est « informatique ». L'État est conçu comme séparé de la société. Il fonctionne tout seul, tel un programme. Il n'est même plus réel, il est un programme fonctionnant au-delà de la société, de manière indépendante. On a ici un État littéralement virtuel.

La Résolution de la direction stratégique de 1975 présente ainsi ce que serait cet État impérialiste des multinationales.

« Si la chute tendancielle du taux moyen de profit est une caractéristique fondamentale du processus capitaliste (d'autant plus que le capital constant tend toujours plus à augmenter par rapport au capital variable) en Italie dans cette dernière décennie (1966-1974) cette chute tendancielle a subi un processus d'accélération notable dû surtout au violent jaillissement de l'industrie chimique comme industrie impérialiste multinationale (Montedison).

L'industrie chimique est caractérisée en effet par un taux de plus-value élevé (c'est-à-dire hautes valeurs de la productivité pour chaque ouvrier), mais par un taux moyen de profits très bas.

Ceci entraîne qu'il est de plus en plus difficile pour un capitaliste dans la chimie de repérer à l'intérieur même du processus de production les capitaux nécessaires à la restructuration technologique, et il doit recourir à l'endettement.

Mais, étant donné la grande quantité de capital financier, il devient de plus en plus dur de ratisser ces fonds à l'intérieur du marché financier privé (finance privée et actionnariat), c'est pourquoi il doit recourir aux emprunts d'État.

Dans ces conditions apparaît pour le capitaliste de la chimie la nécessité d'établir de bons rapports avec l'appareil d'État pour obtenir ces prêts aux conditions les plus avantageuses.

De là à transformer l'appareil d'État en une structure étroitement subordonnée à ses exigences de développement, il n'y a qu'un pas et il est même absolument nécessaire.

L'État assume donc, dans le camp économique les fonctions d'une grosse banque au service des grands groupes impérialistes multinationaux.

Du moyen par lequel l'État/banque ramasse « au niveau social » ces capitaux nécessaires (qui ne sont autres que la plus-value globale « assignée » aux multinationales) naît le fort processus inflationniste caractéristique du développement capitaliste actuel, dominé par les grands, groupes impérialistes multinationaux.

Il est clair que le processus ici simplifié pour le secteur chimique est valable pour tout autre secteur où domine la structure capitaliste multinationale (c'est-à-dire pour Montedison, comme pour Pirelli) et pour toute fonction de l'État (économique, politique et militaire).

L'État devient l'expression directe des grands groupes impérialistes multinationaux, avec un pôle national.

C'est-à-dire que l'État devient une fonction spécifique du développement capitaliste dans la phase de l'impérialisme des multinationales ; il devient : État impérialiste des multinationales.

Cela signifie aussi que l'Italie tente de rejoindre le modèle germano-américain (...).

Penser que les contradictions qui divisent le front de la bourgeoisie sont des contradictions de caractère antagoniste serait donc une erreur.

Ce sont simplement des tactiques variantes du même projet : la construction de l'État impérialiste des multinationales. L'essence du conflit inter-capitaliste se situe simplement en cela : quel sera le groupe impérialiste multinational qui, en guidant le projet de construction de l'État impérialiste, s'assurera la part la plus grosse du pouvoir (...).

Elle [=la Démocratie Chrétienne] propose de garantir aux patrons des multinationales impérialistes :

1) un renforcement des structures et de l'organe militaire dans les deux sens de fonctionnalisation aux projets de l'OTAN et de spécialisation anti-guérilla contre la subversion interne ;

2) la création d'une « magistrature de régime » et le raidissement des mesures pénales sur les chapitres particulièrement inhérent à la guerre de classe, de la législation sur la détention d'armes à celle sur la détention préventive, l'arrestation, les frontières, les peines exemplaires pour les militants révolutionnaires ;

Notre ligne, dans ce cadre général de projets et de contradictions, reste d'unifier et de renverser toute manifestation partielle de l'opposition prolétarienne en une attaque convergente au « cœur de l'État ».

3) l'adoption de mesures « préventives » comme la militarisation des grandes villes, des institutions, des hommes les plus exposés du régime (...).

Elle commence par la considération évidente, que c'est l'État, par son comportement, qui garantit et impose le projet global de restructuration et que, par conséquent, en-dehors du rapport classe ouvrière / État, il n'y a pas, comme de reste il n'y a jamais eu, de lutte révolutionnaire.

L'objectif intermédiaire est l'affaiblissement et la crise définitive du régime démocrate-chrétien, prémisses nécessaires pour un "virage historique" vers le communisme.

Le devoir principal de l'action révolutionnaire dans cette phase est donc la plus grande désarticulation politique possible tant du régime, que de l'État. »

On a ici une lecture « informatique », mais il est notable que les Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant, qui sont le prolongement direct des Brigades Rouges, l'ait abandonné.

C'est que si on observe bien les choses, la lecture n'est que partiellement « informatique ». On voit mal si le « système d'exploitation » c'est l'État ou la Démocratie Chrétienne comme parti politique, voire même les multinationales.

Il y a surtout le problème d'un État qui flotte au-dessus de la réalité. C'est là une conception « informatique » où l'État est bien trop virtuel, tel un programme qu'on pourrait désinstaller.

Renato Curcio résoudra l'incohérence de l'approche avec « Gouttes de soleil dans la cité des spectres », en disant que tout cela forme en réalité une « formation sociale » nouvelle, entièrement unifiée. Capitalisme, État et société seraient finalement une seule et même chose.

Le problème est alors réglé : il n'y a plus d'État virtuel, puisque tout est virtuel, la métropole informatisée étant une sorte de gigantesque machinerie posée sur la société. La guérilla sociale totale la supprimerait, mettant à nu le socle économique qui permettrait alors le communisme.

C'est là naturellement une conception « totale » typiquement gauchiste.

Les Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant réfutèrent une telle option, allant quant à elles dans le sens d'un découpage « informatique » de la réalité.

L'affrontement n'est plus « figé » contre un État impérialiste des multinationales comme « système d'exploitation » établi forment même une « formation sociale », mais un terrain mouvant : le terrain est celui entre révolution et contre-révolution, et par conséquent constamment en mouvement avec programmes et contre-programmes s'alternant et formant la lutte des classes au sens strict.

La question de l'opéraisme

Il a existé une tentative de lecture « informatique » du monde en Italie, à l'extérieur des Brigades Rouges et cela pose la question de sa nature. S'agit-il de gauchisme ou de lecture vraiment « informatique » ?

La tentative passe par deux étapes. On a d'abord un courant dit « ouvriériste », opéraïste (de l'italien operai pour ouvrier), qui produit dans les années 1960 toute une littérature sur l'organisation du travail. On a ensuite pendant les années 1970 le mouvement de l'autonomie

ouvrière (*autonomia operia*) qui prolonge l'opéraisme.

On a initialement des *Quaderni rossi* (1961-66) – Cahiers rouges – publiés par une mouvance autour de Raniero Panzieri, puis il y a la revue *classe operaia* (1964-1966) autour de Mario Tronti.

Ces intellectuels ont mené des enquêtes ouvrières pour voir quel est le rapport des travailleurs au capitalisme et ils en concluent que le refus du travail salarié est la clef de voûte de la révolution.

Cela donnera par la suite le mouvement révolutionnaire *Potere Operaio* (1967-1973), qui débouchera sur le mouvement de l'Autonomie ouvrière.

En apparence on a une lecture « informatique » du monde, mais en réalité si on observe bien ce n'est pas le cas.

On a en effet dans le premier *Quaderni rossi* un article de Mario Tronti, intitulé *Capitalisme et machinisme*, où il est expliqué que le capitalisme traite des informations, lançant alors des programmes adéquats (pour se maintenir). On lit ainsi :

« Les idéologies sociologiques qui veulent organiser le capitalisme contemporain ont connu différentes phases, du taylorisme au fordisme et aux techniques d'intégration, *human ingeneering*, relations humaines, règles de la communication, etc.

Ces techniques ont pour but d'homologuer de façon toujours plus complexe et détaillée la planification du travail vivant aux stades que les exigences de la planification de la production a peu à peu atteints avec l'accroissement continu du capital constant.

Les techniques d'« information » prennent évidemment, dans un tel cadre, toujours plus d'importance : elles sont destinées à neutraliser la protestation des ouvriers, qui procède directement du caractère totalitaire des procès d'aliénation dans la grande usine rationalisée.

L'analyse concrète se trouve évidemment devant des situations très différentes ; elle doit tenir compte de nombreux facteurs particuliers (inégalité du développement technique, diversité des orientations subjectives de la direction capitaliste, etc.), mais ce qu'il nous importe de souligner, ce sont ces marges indéfinies de concessions possibles (mieux, de stabilisation) que le capitalisme acquiert en se servant des techniques d'« information » pour manipuler les conduites ouvrières. »

En disposant d'informations sur les ouvriers, en étant capable de traiter ces informations, le capitalisme est capable d'assécher l'antagonisme. Dans son ouvrage majeur *Ouvriers et Capital*, publié en 1966, Mario Tronti explique ainsi que le mode de production capitaliste... est devenu une formation sociale.

« A un degré déterminé de l'exploitation du travail correspond un niveau déterminé de développement capitaliste. Et non l'inverse. Ce n'est pas l'intensité de capital qui mesure l'exploitation des ouvriers.

C'est, au contraire, la forme historique de plus-value qui dévoile la détermination sociale de la plus-value en dernière instance. Dans le capital social, le profit moyen n'est plus seulement une forme mystifiée de la plus-value sociale, ni la pure et simple

expression idéologique servant à cacher l'exploitation de la classe ouvrière derrière « le travail du capital ».

Le profit moyen du capital social est une catégorie historiquement bien déterminée qui succède immédiatement à un processus avancé de socialisation de la production capitaliste et qui précède immédiatement un processus de développement ultérieur et une relative stabilisation.

Il se trouve impliqué dès le départ et de façon naturelle dans le système du capital, pourtant il n'intervient pas historiquement comme un passage pacifique et graduel d'une phase de développement à l'autre, mais bel et bien comme un saut brusque plein de contradictions dangereuses pour la classe des capitalistes et d'occasions miraculeuses pour le mouvement des ouvriers.

L'histoire des déterminations successives du capital, à savoir le développement des contradictions historiques du capitalisme, peut offrir en plusieurs endroits, à divers niveaux, la possibilité de briser le procès cyclique de production et de reproduction des rapports sociaux capitalistes.

Et il n'est pas dit que cette possibilité soit directement liée aux moments de crise catastrophique du système.

Elle peut l'être directement à une phase de croissance du développement qui suscite un bouleversement positif dans tout le tissu social de la production sans que la classe des capitalistes puisse encore produire et organiser cette dernière, ni lui conférer une fonction organique à l'intérieur du développement capitaliste.

Il ne faut pas prêter au capitalisme et à ses fonctionnaires une parfaite conscience de soi, dans toutes les phases historiques. La conscience de soi du capital est une conquête tardive qui date de sa maturité (...).

Les progrès croissants de la socialisation capitaliste mènent d'eux-mêmes à un point où la production du capital doit s'assigner le but de construire son propre type d'organisation sociale spécifique.

Quand la production capitaliste s'est généralisée à la société tout entière, la production sociale est devenue, tout entière, production du capital – ce n'est qu'alors que naît sur ces bases une société capitaliste proprement dite comme fait historiquement déterminé.

Le caractère social de la production a atteint un tel niveau que la société tout entière remplit le rôle de moment de la production.

Le caractère social de la production capitaliste peut déboucher désormais sur une forme particulière de socialisation du capital, sur l'organisation sociale de la production capitaliste. C'est là l'aboutissement d'un long processus historique.

De même que la production capitaliste présuppose la généralisation de la production marchande simple que seul le capital – en tant que fait spécifique – est capable de réaliser historiquement, la formation d'une société capitaliste présuppose la généralisation de la production spécifiquement capitaliste que seul le capital social – qui

est le Gesamtprozess [processus d'ensemble] de sa production – est capable de mener à bien historiquement.

Le capital social, c'est-à-dire, dit Marx, la totalité des capitalistes face au capitaliste individuel « ou bien à la totalité des capitalistes de toute sphère particulière de la production ».

Le capital social n'est plus seulement ici le capital total de la société, ni la pure et simple somme des capitalistes individuels.

Il est tout entier ce processus de socialisation de la production capitaliste. Il est le capital qui se découvre lui-même, à un certain niveau de son développement, comme une puissance sociale (...).

Au niveau le plus élevé du développement capitaliste le rapport social devient un *moment* du rapport de production, et la société toute entière devient une *articulation* de la production, à savoir que toute la société vit en fonction de l'usine et l'usine étend sa domination exclusive sur toute la société. »

Il est tout à fait significatif qu'après avoir dit tout cela, Mario Tronti et les siens... rejoignirent le Parti Communiste Italien dès 1966. En effet, la conception exposée par l'opéraisme n'a rien de nouveau. C'est simplement la thèse du capitalisme organisé exposée par la social-démocratie dans les années 1920.

On n'aurait plus des capitalistes, mais un capital devenu « social » c'est-à-dire une sorte de capitalisme au niveau de la société elle-même. Ce capitalisme gère alors logiquement la société. La conclusion logique en est qu'il faut prendre le contrôle de la société, afin de nationaliser/socialiser le capital dans la foulée et on passe directement une sorte de semi-communisme, sans même passer par l'étape socialiste.

Il est notable d'ailleurs que Mario Tronti s'appuie, pour justifier sa conception, sur toute une série d'auteurs réactionnaires, tels Ernst Jünger (pour sa notion de travailleur), Carl Schmitt (pour sa définition de la politique) ou encore Nietzsche et Martin Heidegger. En fait, Mario Tronti ne fait que dire ce qui dit Georges Sorel et finalement tout le syndicalisme révolutionnaire.

L'opéraisme c'est, au fond, la réactivation du vieux fond syndicaliste révolutionnaire italien, qui avait disparu parce qu'il était passé dans le camp du fascisme.

On a la même conception d'ouvriers formant un bloc historiquement séparé, mais que le capitalisme voudrait enfermer dans sa logique. Et puisque les ouvriers ne forment pas un tel bloc, il faut bien que ce soit le capitalisme qui fasse des manigances pour les diviser, d'où la thèse social-démocrate du capitalisme organisé.

Mario Tronti a alors logiquement rejoint le Parti Communiste italien, considérant que ce serait à lui de former un tel bloc, puisque les ouvriers y étaient massivement présents. C'est une lecture « syndicaliste » du Parti tout à fait similaire à celle existant dans le Parti Communiste Français avec Maurice Thorez.

L'opéraisme est d'ailleurs une conception strictement parallèle à la thèse française du « capitalisme monopoliste d'État » : dans les deux cas on a un capital qui « pense ».

La question de l'autonomie italienne et de l'État comme cerveau du capital

D'autres opéraïstes, hostiles au choix de Mario Tronti de rejoindre le Parti Communiste italien, chercheront à maintenir l'opéraisme, mettant en place les organisations *Potere Operaio*, *Lotta Continua*, *Autonomia Operaia*.

Toni Negri en est la principale figure historique et c'est désormais la quête permanente du « sujet révolutionnaire » propre à la restructuration en cours dans le capitalisme. Il s'agirait de le trouver pour qu'il s'agite et qu'il fasse dynamiter le contrôle capitaliste sur l'ensemble du bloc ouvrier encore divisé. La CGT française faisait de même dans les années 1900-1910 avec son action directe passant notamment par les cheminots.

Ce n'est pas là une conception « informatique » du monde, mais du syndicalisme révolutionnaire mêlé à la théorie social-démocrate du capitalisme organisé. Dans son document de formation intitulé *Qu'est-ce que le pouvoir ouvrier ?*, *Potere Operaio* explique la chose suivante en 1971 :

« *Potere Operaio* existe comme organisation nationale depuis '69, depuis les luttes chez FIAT en '69, depuis la préparation des groupes révolutionnaires à l'action dans les luttes pour les tarifs et contre les accords; mais en réalité, comme hypothèse politique - issue de toute une série d'expériences (« *Quaderni rossi* »; « *Classe operaia* ») - *Potere Operaio* part du début des années 60.

[*Quaderni Rossi* - les cahiers rouges - a été une revue publiée de 1961 à 1965 ; les gens à l'origine de *Potere Operaio* ont quitté la revue en 1963 pour publier « *Classe operaia* » - *Classe Ouvrière*.] (...)

L'insurrection du prolétariat en juillet '60, les premières grèves sauvages chez FIAT, sont les sonnettes d'alarme pour les capitalistes en Italie.

Et c'est ainsi que la classe politique, la classe capitaliste progressiste en Italie, entend changer de jeu et transposer dans le pays des modèles de développement avancés, qui ont déjà été essayé aux États-Unis et au niveau des pays capitalistes avancés au niveau du marché mondial.

C'est une tentative d'aller au-devant des initiatives des travailleurs et de préparer l'orchestration politico-culturelle afin que le capital devienne capable de reconnaître et d'interpréter les mouvements de classe; c'est aussi une sorte de « prologue » au réformisme, une sorte de « loi-cadre » du réformisme.

Le patronat le plus moderne et le plus progressiste - le privé comme le public - et le personnel politique du côté capitaliste voyant le plus loin comprennent que pour garder le contrôle sur la force de travail il est nécessaire d'imposer une gestion et une conduite démocratiques des rapports du travail ; de faire participer les travailleurs au plan de développement, de canaliser l'insubordination des travailleurs de telle manière que cela devienne un élément

dynamique du système, de dépasser les contradictions et les problèmes d'équilibre par la programmation, les travaux de recherches, le plan, et par la définition fonctionnelle de l'État comme cerveau du capital, et plus seulement comme policier ; dépasser donc cela par la définition fonctionnelle de l'État comme régulateur des conflits entre capitaliste et capitaliste et avant tout entre travailleurs et capital (...).

On doit ainsi travailler avec l'hypothèse suivante : contre la nouvelle programmation de l'État planificateur capitaliste, contre le nouveau niveau de coordination capitaliste sur le plan international, contre cette machine, qui semble être brillante, parfaite et sans point faible, il s'agit de trouver le point faible.

Et ce point faible consiste en ce que le réformisme, que le plan réformiste - comme tout plan réformiste - doit nécessairement s'appuyer sur le consensus de la classe ouvrière.

C'était le point faible, c'est là qu'il faut se battre, et en effet il s'agit que les travailleurs refusent le consensus et l'approbation du réformisme.

Camarades, c'était la découverte de l'autonomie (...). Nous avons fait l'expérience suivante: eu égard un capital ayant réduit ses contradictions intérieures à un minimum, nous avons tenté de faire jouer jusqu'au bout la contradiction principale, qui reste insoluble - la contradiction entre travailleur et capital - et d'organiser cette organisation à partir du rapport de production. »

Ce qui est appelé « autonomie », c'est simplement la formation d'un bloc ouvrier, dans une perspective finalement syndicaliste révolutionnaire, pour faire face à un capitalisme qui serait « organisé » au moyen de l'État, ce qui est la conception social-démocrate des années 1920.

La question du système

Si l'on admet qu'il y a bien une lecture « informatique » effectuée par les guérillas urbaines d'Europe occidentale, alors on voit qu'il y a un problème simple de leur part. En effet, elles disent : le capitalisme est un système d'exploitation, il y a des programmes qui tournent avec lui comme base et il faut leur opposer un contre-programme partant à la reconquête de l'ordinateur, secteur par secteur.

Or, la nature du changement du système d'exploitation n'est pas présentée (ni chez la Fraction Armée Rouge ni chez Action Directe ni chez les Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant). La raison en serait que l'ensemble serait un processus et qu'établir formellement une transition au communisme serait une abstraction par rapport au processus de recomposition de la classe.

Le problème n'est cependant pas le « mouvementisme ». Le problème est simplement qu'alors les guérillas urbaines d'Europe occidentale ne peuvent plus justifier ce qui caractérise les révolutionnaires : la subjectivité, la détermination (au sens d'être déterminé).

Elles n'ont eu de cesse de souligner le poids croissant de la subjectivité dans les métropoles, le fait qu'être révolutionnaire ne pouvait jamais être un simple réflexe de la situation, qu'une rupture était nécessaire.

Mais d'où vient alors cette subjectivité ? De par leur démarche, la conclusion est alors que c'est une démarche négative : elle est fondamentalement anti-impérialiste.

C'est là une lecture toutefois erronée, car c'est perdre de vue que le nouveau dépasse l'ancien, que le « système d'exploitation » n'est pas effacé et remplacé, mais mis à jour. Un mode de production ne s'efface en effet pas : il est dépassé.

Cette erreur de la part des guérillas urbaines d'Europe occidentale a deux conséquences. D'une part, la fixation sur la négation, puisque tout dépend finalement du système d'exploitation. D'autre part, une incapacité à voir ce qui naît comme nouveau, contre l'ancien, dans le cadre même du système d'exploitation.

En fait, les guérillas urbaines d'Europe occidentale ont eu la lecture « informatique » suivante :

- Système d'exploitation / TERRAIN RÉEL DE LA LUTTE DES CLASSES / Noyau rebelle -

avec le système d'exploitation utilisant des programmes pour contrôler le terrain et le noyau rebelle lançant un contre-programme pour lui arracher secteur par secteur.

Or, c'est erroné déjà car le système d'exploitation n'est pas extérieur au terrain réel de la lutte des classes, il n'y a pas de contradiction État / société comme le formulent les guérillas urbaines d'Europe occidentale. Tout cela relève de la même base : le mode de production capitaliste.

Mais c'est surtout erroné car il n'y a pas de système d'exploitation à effacer et à remplacer. Le capitalisme et le socialisme sont une seule et même chose : ce sont les deux aspects de la contradiction.

Il y a bien une bataille du socialisme pour conquérir des secteurs au capitalisme – c'est-à-dire recomposer la classe ouvrière pour la faire triompher. Mais il n'y a pas une muraille de Chine entre capitalisme et socialisme.

Cela pose la question de la correspondance entre les forces productives et les rapports de production : c'est le sens d'une mise à jour, qui est en quelque sorte un processus de téléchargement marqué par des avancées rapides, des stagnations, des reculs, des « bugs » (un processus marqué par la non-linéarité).

Les gauchistes ont cherché à échapper à ce problème en disant qu'il n'y a que le capitalisme et qu'il faut la guerre sociale totale, les droitiers ont nié le problème en disant qu'il y avait une muraille de Chine entre capitalisme et socialisme (ce qui revient au syndicalisme révolutionnaire).

En réalité, le capitalisme est déjà le socialisme et en même temps il ne l'est pas ; poser la négation c'est poser l'affirmation et inversement. Ce qui implique que la rébellion ne suffit pas : il ne faut pas simplement un contre-programme visant à casser les programmes d'un système d'exploitation à supprimer.

Il faut un nouveau « système d'exploitation » capable de prendre le relais du précédent, de l'ancien « système d'exploitation ». Les communistes doivent établir le mode de fonctionnement systématique capable de se placer comme suite historique du capitalisme, comme dépassement. Il faut bien une vision du monde.